

## Section I: Identification and JP Status

### Prévention des conflits et cohésion sociale par le biais de l'autonomisation de la communauté locale et le renforcement des capacités institutionnelles

#### Semester: 1-11

País	Haiti
Ventana Temática	Prévention des crises et consolidation de la paix
Proyecto Atlas MDGF	MDGF-1977-F-HTI # 73337
Título del programa	Prévention des conflits et cohésion sociale par le biais de l'autonomisation de la communauté locale et le renforcement des capacités institutionnelles

Número de informe	
Perido del informe	1-11
Duración del programa	
Fecha oficial de comienzo	

Organizaciones NU participantes	<ul style="list-style-type: none"> <li>* OIM</li> <li>* PNUD</li> <li>* UNESCO</li> <li>* FNUAP</li> <li>* UNIFEM</li> </ul>
---------------------------------	--

Socios Ejecutivos

#### Budget Summary

##### Presupuesto total aprobado

PNUD	3 054 850,00 \$
OIM	2 326 240,00 \$

FNUAP	711 550,00 \$
UNIFEM	540 350,00 \$
UNESCO	367 010,00 \$
Total	7 000 000,00 \$

**Cantidad total transferida hasta el momento**

PNUD	1 538 125,00 \$
OIM	1 136 370,00 \$
FNUAP	331 700,00 \$
UNIFEM	246 100,00 \$
UNESCO	192 600,00 \$
Total	3 444 895,00 \$

**Presupuesto Total Dedicado hasta la fecha**

PNUD	921 566,00 \$
OIM	936 913,00 \$
FNUAP	222 327,00 \$
UNIFEM	276 775,83 \$
UNESCO	107 560,52 \$
Total	2 465 142,35 \$

**Presupuesto total desembolsado hasta la fecha**

PNUD	359 221,15 \$
OIM	936 913,00 \$
FNUAP	222 327,00 \$
UNIFEM	161 851,00 \$
UNESCO	85 944,26 \$
Total	1 766 256,41 \$

**Donantes**

Como sabrán, uno de los objetivos del F-ODM es atraer el interés y la financiación de otros donantes. Para poder informar acerca de este objetivo en 2010, les pedimos que nos notifiquen, por programa, si han recibido financiación complementaria en 2010, en la forma que indica en que se indica en el ejemplo siguiente:

Cantidad (miles de dólares EE.UU.)

Tipo	Donante	Total	Para 2010	Para 2011	Para 2012
Paralela	MFA Norway	828272	96835	481500	249936
Participación en los gastos					
Contraparte					

#### DEFINICIONES

1) FINANCIACIÓN PARALELA – Se refiere a las actividades de financiación relativas o complementarias al programa cuyos fondos NO se canalizan por conducto de organismos de las Naciones Unidas. Ejemplo: JAICA decide financiar 10 nuevos seminarios para difundir los objetivos del programa en otras comunidades.

2) PARTICIPACIÓN EN LA FINANCIACIÓN DE LOS GASTOS – Se refiere a la financiación encauzada por conducto de uno o más organismos de las Naciones Unidas que ejecutan un programa determinado. Ejemplo: El Gobierno de Italia otorga a la UNESCO el equivalente de 200.000 dólares de los EE.UU. para que se destinen a iniciativas que amplíen el alcance de las actividades planificadas y esos fondos se encauzan por medio de la UNESCO.

3) FONDOS DE CONTRAPARTE – Se refiere a fondos suministrados por uno o más organismos gubernamentales (en especie o efectivo) para ampliar el alcance del programa. Estos fondos pueden encauzarse por conducto de un organismo de las Naciones Unidas o no. Ejemplo: El Ministerio de Recursos Hídricos dona tierras para la construcción de una “planta de tratamiento de agua en una aldea” experimental. En el cuadro supra debe indicarse en dólares de los EE.UU. el valor de la contribución en especie o en moneda local (si se trata de efectivo).

#### Beneficiarios directos

	Hombres	Hombres de grupos étnicos	Mujeres	Mujeres de grupos étnicos	Niños	Niñas	Instituciones nacionales	Instituciones Locales
Destinatarios previstos	23225	0	26212	0	9039	9792	9	52
Destinatarios alcanzados	5184	0	5205	0	1300	700	6	16
Previstos - alcanzados	18041	0	21007	0	7739	9092	3	36
% diferencia	22.32	0	19.86	0	14.38	7.15	66.67	30.77

#### Beneficiarios indirectos

	Hombres	Hombres de grupos étnicos	Mujeres	Mujeres de grupos étnicos	Niños	Niñas	Instituciones nacionales	Instituciones Locales
Destinatarios previstos	296634	0	330958	0	95620	143430	7	50
Destinatarios alcanzados	81953	0	88607	0	13753	10253	0	28
Previstos - alcanzados	214681	0	242351	0	81867	133177	7	22
% diferencia	27.63	0	26.77	0	14.38	7.15	0.0	56.0

## Section II: JP Progress

### 1 Récit des progrès accomplis, des obstacles et des mesures d'urgence

Veillez fournir une brève évaluation globale (250 mots) sur l'ampleur de la progression des éléments du programme conjoint par rapport aux résultats et répercussions attendus, ainsi que toute mesure prise pour la viabilité du programme conjoint durant la période de référence. Donnez des exemples si nécessaire. Essayez de décrire les faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

#### Progrès au niveau des effets

Durant le premier semestre 2011, le PC a fait des progrès substantiels dans le renforcement des capacités nationales, tant au niveau national qu'au niveau local, dans les zones d'intervention du programme conjoint.

Au niveau national, l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité a su poser les jalons pour se positionner comme organisme indépendant de collecte de données sur la violence et la criminalité et de conception ainsi que de mise en œuvre d'outils scientifiques de collecte et d'analyses de données. L'Observatoire est maintenant le moteur de production des données et de recherche sur la violence et la criminalité pour chacune des villes cibles du programme conjoint. L'enquête de victimisation préparée par celui-ci avec l'appui du CIPC sera au cœur de la préparation des plans de réduction de la violence locaux.

Au niveau des capacités au niveau local, les services aux femmes victimes de violence dans les zones cibles du programme ont continué à se renforcer grâce à de multiples formations et maintenant 3 des 5 centres d'écoute pour les femmes victimes sont opérationnels à la fin juin. Par ailleurs, les radios communautaires continuent de produire des spots et des activités de sensibilisation.

Enfin, le programme a avancé dans la conception d'une stratégie de création d'opportunités socioéconomiques qui permettra de garantir la pertinence des formations professionnelles et améliorer la stratégie de placement des jeunes vulnérables formés dans les villes-cibles.

#### Progrès au niveau des résultats

##### I.Output 1.1:

a.Les données quantitatives pour la préparation des plans de réduction de la violence sont partiellement collectées. L'enquête de victimisation permettra d'affiner l'analyse des phénomènes de violence et de criminalité dans chacune des villes cible.

##### II.Output 1.2 :

a.La stratégie de création d'opportunités socioéconomiques a été affinée et le mapping de l'offre et de la demande au niveau local débutera cet été afin d'initier les formations professionnelles à l'automne et les placements en entreprise des 2012. La prise en compte des femmes victimes sera analysée pour tout ce pilier dès le mois de juillet.

b.Les projets HIMO seront relancés sur la base de la réception de la deuxième tranche.

##### III.Output 2.1 :

a.30% des jeunes des quartiers défavorisés sont sensibilisés sur la violence et la criminalité. Des activités de sensibilisation à Port-de-Paix ont pu s'ajouter en 2011, et permettre de sensibiliser 2,000 jeunes issus de quartiers vulnérables.

b.Un projet d'encouragement à la recherche a été monté avec le Rectorat de l'Université d'Etat d'Haiti. Cette initiative permettra d'appuyer la production de 27 mémoires de fin d'étude et d'encourager la recherche universitaire dans ce domaine.

c.Un projet de médiation et renforcement des capacités de dialogue dans et autour des camps de Port-au-Prince a été élaboré en complément des activités de prévention issues

des PRV ;

IV.Output 2.2 :

a.3 centres d'écoute sur 5 sont maintenant installés, fonctionnent et assurent une prise en charge multidisciplinaire des victimes basées sur le genre (VBG).

V.Output 2.3 :

a.Les 10 radios communautaires formées sont impliquées et sensibilisées sur la paix et la prévention de la violence dans les villes cibles. 6 spots et 10 émissions de radios sont préparés et diffusés sur la paix et la prévention de la violence dans les villes cibles.

VI.Output 3.1 :

a.L'ONAVC est maintenant complètement opérationnel et fonctionnel. La plateforme d'échange et le comité scientifique ont été activés. Le site internet est en cours de finalisation, deux bulletins d'informations sur la violence et la criminalité ont été élaborés par l'Observatoire et seront revus par le comité scientifique et plusieurs autres articles de recherche sont en cours.

b.La plateforme d'échange est active et compte avec la participation de nombreuses parties prenantes, dont la Police Nationale d'Haïti, des ONG des droits de l'Homme, et des institutions de gestion de systèmes d'informations.

c.Le séminaire international sur la violence et la criminalité est défini, sera pilote par l'Observatoire et se tiendra en fin d'année

VII. Output 4.1 :

a.L'équipe de l'Unité d'Implémentation est constituée et le consultant en plaidoyer a été recruté.

#### **Prendre des mesures pour le Durabilité de programme conjoint**

-Continuer de capitaliser sur l'Observatoire afin de faire de celui-ci l'organe moteur de la recherche et production d'analyse sur la violence et la criminalité en Haïti : L'ONAVC met en place les outils de collection d'information pour le PC, coordonne la plateforme d'échange, pilote le séminaire international, fait partie intégrante du projet d'incitation à la recherche ;

-Renforcer les capacités des autorités au niveau gouvernemental en vue de consolider les impacts positifs et afin qu'ils soient capables de gérer des crises et des situations de conflits. La situation politique actuelle ne nous a pas encore permis d'avancer dans ce domaine ;

-Assurer que les femmes victimes de violence puissent bénéficier du programme de création d'opportunités socioéconomiques dans les régions. En effet, la dépendance financière entraîne souvent l'acceptation de violences conjugales car ces femmes victimes n'ont pas d'alternatives ;

-Prendre en compte des recommandations justes et éclairées faites par les partenaires/organisations et groupements des quartiers cibles lors des évaluations mi-parcours en vue d'assurer la pérennité et la durabilité des actions du programme conjoint.

#### **Faites-vous face à des difficultés dans la mise en œuvre**

Difficulté administrative (achats, etc.), financière (gestion des fonds, disponibilité, révision du budget, etc.)

#### **quelles sont les causes des difficultés rencontrées?**

Difficulté externe au Programme conjoint (risques et hypothèses, élections, désastre naturel, troubles sociaux, etc.)

**Veillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés réelles rencontrées par le Programme conjoint. Décrivez ces difficultés par rapport au plan du Document du Programme conjoint. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles**

L'inégale exécution des activités par les agences en 2010 a créé des disparités en termes de décaissement de la première tranche. Ceci a retardé la disponibilité de la deuxième tranche prévue pour 2011 et a paralysé ou ralenti les activités de plusieurs agences au deuxième trimestre 2011 ;

L'inaccessibilité à des éléments d'informations sur la violence et la criminalité en 2010 et les faiblesses de l'Observatoire en 2010 a retardé les premiers travaux permettant l'élaboration des plans locaux de prévention de la violence et de la criminalité dans les zones ciblées par le PC ;

L'étendue géographique du programme a causé et continue de causer des problèmes de logistique dans la préparation, mise en œuvre et le suivi des activités sur le terrain.

**Veillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés externes au Programme conjoint (Non causées par le Programme conjoint) qui ralentissent la mise en œuvre. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles**

Trois éléments externes au programme conjoint ont ralenti la mise en œuvre du programme conjoint en 2011 :

L'absence d'une équipe gouvernementale fonctionnelle qui réponde à la complexité des influences politiques actuelles. En effet, c'est la première fois en Haïti que le gouvernement vit une 'cohabitation' à la française où le Président et le Parlement ne sont pas issus de la même tendance politique. Ce jeu de pouvoir actuel ne permet pas de faire une lecture claire de la situation politique actuelle qui pourrait être sujette à des crises graves et/ou répétées. Ceci ralentit les projets qui doivent être réalisés en accord avec les ministères et les différentes entités du gouvernement (formation des cadres, plans locaux de prévention de conflits, etc.).

La recrudescence des cas de Cholera et l'arrivée d'une saison cyclonique assez intense pourraient aggraver cette situation. Une période d'urgence ne facilite pas les actions de sensibilisation du programme conjoint qui portent sur la nécessité de prévenir et de gérer les situations de conflits et de violence/criminalité.

Le contexte post-crise qui continue de mobiliser énormément nos partenaires gouvernementaux et locaux. Néanmoins, cette situation s'est un peu normalisée depuis le début de l'année.

**Veillez décrire brièvement (en 250 mots) les mesures projetées pour éliminer ou atténuer les difficultés décrites ci-dessus (b+C). Essayez le plus possible d'être précis dans vos réponses**

1. Accélérer l'exécution de la première tranche par les agences partenaires : il aura fallu 6 mois supplémentaires pour retrouver un équilibre inter agence dans la mise en œuvre des activités. Le renforcement de l'équipe du PNUD et la multiplication des partenariats a notamment permis d'accélérer considérablement la mise en œuvre des activités.
2. La multiplication des activités définies et mises en œuvre conjointement entre agences est également une pratique qui a renforcé l'approche intégrale du PC. Améliorer les activités et renforcer la cohésion entre les agences.
3. Assurer une plus grande visibilité du programme conjoint, en particulier de l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité, à travers la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de plaidoyer qui devrait assurer des échanges entre ONAVC et d'autres institutions.
4. Accélérer la collecte de données sur la violence et la criminalité, notamment dans les villes cibles du programme afin de disposer au plus vite des éléments d'informations fiables pour élaborer des plans locaux de réduction de la violence en collaboration avec les communautés vulnérables et les autorités locales.
5. Renforcer la coordination des activités avec les autorités locales en attendant que le gouvernement du Président Martelly soit installé et initier rapidement les contacts de collaboration avec la nouvelle équipe en place.
6. Accorder une certaine flexibilité dans la mise en œuvre des activités sur le terrain considérant les aléas causés par la saison cyclonique.
7. Intensifier les visites d'observation et d'évaluation sur les avancés vers les outcomes.

## 2 Coordination Inter-Agence et Unité dans l'Action

**Le Programme conjoint dans son ensemble reste-t-il dans la ligne du PNUAD? Veuillez cocher la bonne réponse**

Oui true

No false

**Si non, comment le Programme conjoint s'intègre-t-il aux stratégies de développement propres au pays?**

Oui

Non

**Quels types de mécanismes de coordination et de décisions ont été mis en place pour assurer un processus et une(des) réalisation(s) conjoint(es)? Les différents programmes conjoints du pays assurent-ils une coordination entre eux? Veuillez répondre aux questions ci-dessus mentionnées et y ajouter tous autres commentaires pertinents (en 250 mots):**

Coordination générale :

- Une réunion du CPSC Board en janvier pour valider le rapport 2010 et le plan de travail 2011-2012
- Réalisation de réunions de coordination entre les agences d'exécution du PC.
- Réalisation de réunions hebdomadaires entre les membres de l'Unité d'Exécution du PC.
- Sollicitation et invitation régulière et systématique des sections de réduction de la violence de la MINUSTAH et de l'UNICEF.
- Élaboration d'une version préliminaire de la stratégie de plaidoyer du PC
- Définition et mise en œuvre conjointe (entre deux agences partenaires ou plus) de plusieurs activités du PC, consultation régulière des partenaires sur les activités des autres agences pour solliciter un appui ou trouver des synergies.

Coordination sur le terrain :

- Suivi régulier des projets exécutés sur le terrain grâce à une planification trimestrielle des activités et à un suivi/reporting régulier avec les agences.
- Visites périodiques d'évaluation à mi-parcours afin d'assurer un calibrage des activités face au contexte spécifique et en vue de permettre une harmonisation des rythmes d'exécution entre les agences et les partenaires/organisations de base de femmes et des groupements de jeunes.
- Visites de plaidoyer pour assurer la communication et la visibilité des projets.

**Veuillez indiquer les valeurs de chaque catégorie du tableau d'indicateurs ci-dessous**

Indicateurs	Référence	Valeur actuelle	Sources de vérification	Méthodes de collecte
Nombre d'activités de gestion (financière, achats, etc.) menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM	3	4	minutes signées des panels d'évaluation des offres	copie auprès de l'unité d'exécution du PC
Nombre d'analyses conjointes (études, diagnostic) menées dans le cadre du PC du F-ODM	0	0	les termes de références	copie des tdr publiés ou répertoriés au sein de l'unité d'implémentation



Nombre de missions et d'analyses menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM 0 0 ordres de mission

copie de l'ordre de mission et du rapport de mission disponible a l'Unité d'Implémentation

### 3 Efficacité du développement: Déclaration de Paris et Programme d'Action d'Accra

**Les partenaires du gouvernement et autres partenaires de la mise en œuvre nationale sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?**

Pas engagés false  
Quelque peu engagés false  
Assez engagés false  
Pleinement engagés true

**Dans quel genre de décisions et d'activités les partenaires du gouvernement sont-ils engagés?**

Politique/prise de décisions  
Gestion: Fourniture de services

**Qui dirige et/ou préside le CGP et combien de fois s'est-il réuni ?**

La Directrice principale du PNUD dirige le CGP.

Le CGP s'est réuni le 19 janvier 2011 afin d'approuver le plan de travail 2011 et le rapport annuel 2010.

#### **Nombre de réunions**

- Deux réunions de coordination ont été réalisées :

a. Dans un premier temps pour faire le bilan des activités au premier trimestre 2011 et afin de définir des mesures directives pour le trimestre suivant.

b. Une deuxième réunion a eu lieu pour la planification du deuxième trimestre

c. Il n'a pas été jugé souhaitable de multiplier les réunions de coordination entre toutes les agences tant que la deuxième tranche n'était pas reçue.

De nombreuses réunions techniques bilatérales entre les agences et entre les membres de l'équipe d'Exécution du Programme conjoint.

**La Société Civile et/ou le Secteur privé sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?**

Pas engagés false  
Quelque peu engagés false  
Assez engagés false  
Pleinement engagés true

**In what kind of decisions and activities is the civil society involved?**

Politique/prise de décisions

Gestion: budget

**Les citoyens sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?**

Pas engagés false

Quelque peu engagés false

Assez engagés true

Pleinement engagés false

**Dans quel genre de décisions et d'activités les citoyens sont-ils engagés?**

Politique/prise de décisions

Gestion: Autres, spécifiez

**Où est logée l'Unité de gestion du Programme?**

Agence des NU

**Sur la base de vos réponses précédentes, décrivez brièvement la situation actuelle du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des citoyens en termes d'appropriation, de conformité et de responsabilité mutuelle des programmes conjoints et donnez des exemples**

Le gouvernement actuel est un gouvernement démissionnaire mais qui continue à être mobilisé par les agences du programme conjoint sur la définition et mise en œuvre des activités du PC. L'appropriation du PC par les autorités nationales devra se développer des la nouvelle constitution du gouvernement. A l'heure actuelle, une crise politique latente empêche d'avancer avec cette nouvelle appropriation.

Les citoyens n'ont pas encore pu pleinement s'approprier du PC car le mécanisme principal de dialogue avec les communautés n'a pu être mis en place de façon continue. Néanmoins, au niveau de la société civile, toutes les activités sur le terrain sont coordonnées avec les autorités locales et les organisations de base présentes dans les quartiers vulnérables. Les organisations de base de femmes qui gèrent et assurent la mise en œuvre des centres d'écoute pour les femmes victimes de violences VBG, les groupements de jeunes leaders qui se mobilisent pour leur communauté en terme de gestion de conflits et les activités de sensibilisation assurées par les radios communautaires en sont des exemples palpables.

L'intégration et la responsabilisation du secteur privé dans le PC est en cours. La stratégie de création d'opportunités socioéconomiques a été affinée et le mapping de l'offre et de la demande au niveau local débutera cet été afin d'initier les formations professionnelles à l'automne et de permettre le placement des ces professionnels dans les institutions des secteurs privé et public. Le projet s'appuie également fortement sur les Chambres de Commerce et d'Industrie départementales afin d'assurer une appropriation stratégique de cette activité de créations d'opportunités socioéconomiques.

## **4 Communication et Plaidoyer**

**Le PC a-t-il articulé une stratégie de communication et de plaidoyer qui aide à l'avancement de ses objectifs et du développement de ses résultats?**

Oui false

No true

**Si pertinent, veuillez brièvement expliquer dans une pièce jointe les objectifs, éléments clés et public cible de cette stratégie (max. 250 mots)**

la stratégie a été préparée par l'officier en plaidoyer, mais elle n'a pas encore été revue par le groupe technique. La réunion de coordination du mois de juillet permettra de finaliser la stratégie.

**Quels apports concrets les efforts de plaidoyer et de communication mentionnés dans le PC et/ou les stratégies nationales contribuent à leurs réalisations**

Augmenter la sensibilisation entre les citoyens et les gouvernements en rapport aux questions liées aux ODM

Augmenter le dialogue entre citoyens, la société civile, le gouvernement national local en rapport aux pratiques et politiques de développement

Moments clés/manifestations de mobilisation sociale qui soulignent ses questions

**Quel est le nombre et type de partenariats ayant été établis entre les différents secteurs de la société afin de promouvoir la réalisation des ODM et autres objectifs connexes?**

Organisations religieuses	0
Réseaux sociaux/coalitions	0
Groupes locaux de citoyens	8
Secteur Privé	0
Institutions académiques	1
Groupes de média/journalistes	10
Autres	

**Quelles activités de promotion le programme met-il en œuvre pour s'assurer que la population locale ait accès adéquat aux informations sur le programme et sur les opportunités découlant d'une participation active à sa réalisation?**

Discussions de groupes focaux

Enquêtes sur les ménages

Utilisation des moyens de communication locaux tels que la radio, les troupes de théâtre, les journaux, etc.

Renforcement des capacités/Formations

## **Section III: Millenium Development Goals Objetivos de Desarrollo del Milenio**

### **Comentarios narrativos adicionales**

**Por favor añada cualquier información y contribuciones del programa a los Objetivos de Desarrollo del Milenio, ya sean a nivel nacional o local**

**Por favor añada otros comentarios que desee comunicar al Secretariado MDG-F**

Concernant les mécanismes ad'hoc de coordination du programme conjoint :

Les mécanismes de coordination du programme conjoint ont du s'adapter au contexte actuel haïtien.

Deux entités jouent les rôles de Comité de Pilotage et de Comite de gestion.

Le Comite de pilotage est représenté par les agences des Nations Unies, les contreparties gouvernementales, la représentation espagnole et les partenaires principaux afin de définir les orientations du programme, de valider les rapports annuels ainsi que les plans de travail annuels et bi-annuels. C'est l'agence lead, le PNUD, qui convoquera au travers de l'Unité d'Exécution du programme conjoint.

Le comite de gestion est un groupe technique et administratif composé des agences partenaires, de la représentation espagnole au niveau technique, de la Section CVR de la MINUSTAH et de l'UNICEF. Ce groupe a pour but d'évaluer les progrès du programme conjoint, d'assurer la cohésion des activités mise en œuvre, d'apporter une expertise technique sur la mise en œuvre du programme et sur son approche intégrée. Il apportera des recommandations pour adapter au mieux le programme au contexte haïtien national et régional et est convoqué régulièrement par le chef du PC.

De plus, chaque agence continue de rencontrer sur une base reguliere ses contreparties nationales et locales.

## Section IV: General Thematic Indicators

### 1 Capacités nationales renforcées pour la prévention, la réduction, l'atténuation et la prise en charge de l'impact des conflits violents

#### 1.1 Type / nombre de mécanismes (pris en charge au titre du programme conjoint) qui répondent aux demandes / mécontentements les plus courants en relation avec les sources de conflit existantes et/ou potentielles (par ex., déni des droits, violence urbaine, discrimination, etc.)

##### Politiques

Nbre à l'échelon national	2
Nbre à l'échelon régional	0
Nbre à l'échelon local	6

##### Lois

Nbre à l'échelon national	0
Nbre à l'échelon régional	0
Nbre à l'échelon local	0

##### Plans

Nbre à l'échelon national	0
Nbre à l'échelon régional	0
Nbre à l'échelon local	5

##### Forums / tables rondes

Nbre à l'échelon national	0
Nbre à l'échelon régional	0
Nbre à l'échelon local	0

##### Groupes de travail

Nbre à l'échelon national	0
Nbre à l'échelon régional	0
Nbre à l'échelon local	5

##### Clubs d'échanges

Nbre à l'échelon national	1
Nbre à l'échelon régional	0
Nbre à l'échelon local	0

**Accords de coopération**

Nbre à l'échelon national	0
Nbre à l'échelon régional	0
Nbre à l'échelon local	6

**Autre (veuillez spécifier)**

Nbre à l'échelon national	
Nbre à l'échelon régional	
Nbre à l'échelon local	

**1.2 Veuillez fournir brièvement des informations contextuelles sur les mécanismes cités ci-dessus et sur le pays / la municipalité dans lequel / laquelle le mécanisme est mis en œuvre (ligne de base, étape d'élaboration et approbation, impact potentiel)**

plusieurs mécanismes sont mis en place ou seront mis en place par le programme conjoint:

1. au niveau national:

- la Plateforme Nationale d'Échange facilitée par l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité et qui a pour but de susciter des discussions, débats et entente commune sur les sources, formes et manifestations de la violence et de la Criminalité en Haïti.
- une structure de coordination entre le niveau local et le niveau national concernant les phénomènes de violence et de criminalité: cette structure lie les Ministères concernés avec les autorités locales des villes cibles. Celle-ci n'a pour le moment pas pu être montée du fait de la crise post-désastre en 2011 et de l'actuelle crise politique dont le pays souffre actuellement (absence de la constitution du gouvernement du Président Martelly).

2. Au niveau Local:

- des structures de coordination sous la forme de réunions entre les autorités locales, les acteurs de sécurité et les communautés vulnérables devraient être constituées afin d'améliorer les mécanismes de collaboration et de permettre la mise en œuvre des plans locaux de réduction de la violence.
- ces plans seront définis de concert avec les communautés locales et les autorités au travers de mécanismes participatifs basés sur le dialogue.

**1.3 Nombre de citoyens qui bénéficient des mécanismes mentionnés ci-dessus pour canaliser leurs préoccupations**

**Nbre total de citoyens**

Nbre total	0
------------	---

% des groupes ethniques	0
Total Zone Urbaine	0
Zone Urbaine Femmes	0
Zone Urbaine Hommes	0
Total Zone rurale	0
Zone Rurale Femmes	0
Zone Rurale Hommes	0

#### **Jeunes âgés de moins de 25 ans**

Nbre total	0
Nbre en zone urbaine	0
Zone Urbaine Femmes	0
Zone Urbaine Hommes	0
Nbre en zone rurale	0
Zone Rurale Femmes	0
Zone Rurale Hommes	0

#### **Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays/ réfugiés**

Nbre total	0
Nbre en zone urbaine	0
Zone Urbaine Femmes	0
Zone Urbaine Hommes	0
Nbre en zone rurale	0
Zone Rurale Femmes	0
Zone Rurale Hommes	0

#### **Autre (veuillez spécifier)**

Nbre total

*les plans de réduction de la violence n'ont pu être mis en œuvre car les diagnostics communautaires ne sont pas encore disponibles. Néanmoins, l'objectif est d'atteindre les cibles des bénéficiaires directs dans chacune des villes cibles, soit presque 50,000 personnes*

*En ce qui concerne les plans de réduction de la violence dans et autour des camps de Port-au-Prince, environ 40,000 personnes devraient bénéficier directement de cette activité.*

*Ainsi, environ 90,000 personnes devraient bénéficier des mécanismes participatifs et de dialogue mentionnés ci-dessus.*

Nbre en zone urbaine

*les plans de réduction de la violence n'ont pu être mis en œuvre car les diagnostics communautaires ne sont pas encore disponibles. Néanmoins, l'objectif est d'atteindre les cibles des bénéficiaires directs dans chacune des villes cibles, soit presque 50,000 personnes*

*En ce qui concerne les plans de réduction de la violence dans et autour des camps de Port-au-Prince, environ 40,000 personnes devraient bénéficier directement de cette activité.*

*Ainsi, environ 90,000 personnes devraient bénéficier des mécanismes participatifs et de dialogue mentionnés ci-dessus.*

*Zone Urbaine Femmes*

*les plans de réduction de la violence n'ont pu être mis en œuvre car les diagnostics communautaires ne sont pas encore disponibles. Néanmoins, l'objectif est d'atteindre les cibles des bénéficiaires directs dans chacune des villes cibles, soit presque 50,000 personnes*

*En ce qui concerne les plans de réduction de la violence dans et autour des camps de Port-au-Prince, environ 40,000 personnes devraient bénéficier directement de cette activité.*

*Ainsi, environ 90,000 personnes devraient bénéficier des mécanismes participatifs et de dialogue mentionnés ci-dessus.*

*Zone Urbaine Hommes*

*les plans de réduction de la violence n'ont pu être mis en œuvre car les diagnostics communautaires ne sont pas encore disponibles. Néanmoins, l'objectif est d'atteindre les cibles des bénéficiaires directs dans chacune des villes cibles, soit presque 50,000 personnes*

*En ce qui concerne les plans de réduction de la violence dans et autour des camps de Port-au-Prince, environ 40,000 personnes devraient bénéficier directement de cette activité.*

*Ainsi, environ 90,000 personnes devraient bénéficier des mécanismes participatifs et de dialogue mentionnés ci-dessus.*

*Nbre en zone rurale*

*les plans de réduction de la violence n'ont pu être mis en œuvre car les diagnostics communautaires ne sont pas encore disponibles. Néanmoins, l'objectif est d'atteindre les cibles des bénéficiaires directs dans chacune des villes cibles, soit presque 50,000 personnes*

*En ce qui concerne les plans de réduction de la violence dans et autour des camps de Port-au-Prince, environ 40,000 personnes devraient bénéficier directement de cette activité.*

*Ainsi, environ 90,000 personnes devraient bénéficier des mécanismes participatifs et de dialogue mentionnés ci-dessus.*

*Zone Rurale Femmes*

*les plans de réduction de la violence n'ont pu être mis en œuvre car les diagnostics communautaires ne sont pas encore disponibles. Néanmoins, l'objectif est d'atteindre les cibles des bénéficiaires directs dans chacune des villes cibles, soit presque 50,000 personnes*

*En ce qui concerne les plans de réduction de la violence dans et autour des camps de Port-au-Prince, environ 40,000 personnes devraient bénéficier directement de cette activité.*

*Ainsi, environ 90,000 personnes devraient bénéficier des mécanismes participatifs et de dialogue mentionnés ci-dessus.*

*Zone Rurale Hommes*

*les plans de réduction de la violence n'ont pu être mis en œuvre car les diagnostics communautaires ne sont pas encore disponibles. Néanmoins, l'objectif est d'atteindre les cibles des bénéficiaires directs dans chacune des villes cibles, soit presque 50,000 personnes*



*En ce qui concerne les plans de réduction de la violence dans et autour des camps de Port-au-Prince, environ 40,000 personnes devraient bénéficier directement de cette activité.*

*Ainsi, environ 90,000 personnes devraient bénéficier des mécanismes participatifs et de dialogue mentionnés ci-dessus.*

#### **1.4 Nombre de plans locaux et/ou communautaires mis en œuvre pour la prévention de la violence ciblant**

##### **Total**

Nbre 0

##### **Jeunes**

Nbre 0

% des groupes ethniques 0

##### **Women**

No. 0

% ethnic groups 0

##### **Groupes ethniques**

Nbre 0

##### **Autre (veuillez spécifier)**

Nbre 0

% des groupes ethniques 0

#### **2 Capacités renforcées pour la prévention, la réduction, l'atténuation et la prise en charge de l'impact des conflits violents**

##### **2.1 Nombre d'organisations et d'individus bénéficiant d'un renforcement des capacités dans les domaines suivants**

Prévention de la violence / des conflits  
Médiation

Résolution des conflits  
Accords de coopération  
Établissement de dialogues

**Chefs religieux**

Nbre 0  
% des groupes ethniques 0

**Chefs de communauté**

Nbre 0  
% des groupes ethniques 0

**Citoyens**

Nbre Femmes  
Nbre Hommes  
% Groupe ethnique

**Juges**

Nbre 0  
% des groupes ethniques 0

**Policiers**

Nbre 0  
% des groupes ethniques 0

**Fonctionnaires**

Nbre 0  
% des groupes ethniques 0

**Représentants du gouvernement**

Nbre 0  
% des groupes ethniques 0

**Organisations de jeunes**

Nbre 4  
% des groupes ethniques 0

**Organisations communautaires**

Nbre 10

% des groupes ethniques 0

### 3 Impact de conflit violent réduit et/ou atténué

#### 3.1 Nombre et type d'incidents violents signalés dans le domaine d'intervention par le biais de canaux formels et informels

Incidents sociaux (par ex., émeutes) n/a

*les chiffres concernant les incidents sociaux et la criminalité sont difficilement disponibles. Néanmoins, concernant les incidents sociaux pour la première moitié de 2011, ceux-ci sont peu nombreux. La criminalité, surtout à Port-au-Prince a augmenté (cf Chiffres de la MINUSTAH) alors que les chiffres de la criminalité dans les zones cible semblent stagner.*

Criminalité (vols, etc.) n/a

*les chiffres concernant les incidents sociaux et la criminalité sont difficilement disponibles. Néanmoins, concernant les incidents sociaux pour la première moitié de 2011, ceux-ci sont peu nombreux. La criminalité, surtout à Port-au-Prince a augmenté (cf Chiffres de la MINUSTAH) alors que les chiffres de la criminalité dans les zones cible semblent stagner.*

En rapport avec des groupes ethniques n/a

*les chiffres concernant les incidents sociaux et la criminalité sont difficilement disponibles. Néanmoins, concernant les incidents sociaux pour la première moitié de 2011, ceux-ci sont peu nombreux. La criminalité, surtout à Port-au-Prince a augmenté (cf Chiffres de la MINUSTAH) alors que les chiffres de la criminalité dans les zones cible semblent stagner.*

Autre (veuillez spécifier) n/a

*les chiffres concernant les incidents sociaux et la criminalité sont difficilement disponibles. Néanmoins, concernant les incidents sociaux pour la première moitié de 2011, ceux-ci sont peu nombreux. La criminalité, surtout à Port-au-Prince a augmenté (cf Chiffres de la MINUSTAH) alors que les chiffres de la criminalité dans les zones cible semblent stagner.*

### Remarques

La recrudescence des actes de banditisme et de violence dans les camps à Port-au-Prince.

#### PORT-DE-PAIX

- a) Port de Paix apparaît comme une ville relativement paisible, avec beaucoup de personnes qui circulent dans les rues la journée et le soir.
- b) Les cas de violences les plus fréquents sont les viols, les vols et les voies de fait.
- c) Cas de récidives sont extrêmement nombreux mais pour le moment, il est difficile de le prouver par le biais de statistiques car il n'y a pas de bases de données judiciaires et pénitentiaires là-bas.
- d) Il existe peu de violences inter-communautaires. Celles-ci se manifestent avant tout lors du carnaval.
- e) Il y a une certaine violence contre les autorités policières (attaques de commissariats, tentative de lapidation d'officiers de police, etc.).
- f) La violence conjugale semble également être un problème assez sérieux
- g) Des cas de drogués (à la marijuana, cocaïne, ou mélange des deux) ont souvent été mentionnés particulièrement à l'île de la Tortue
- h) A priori, les groupes organisés locaux ne seraient pas directement liés au banditisme international

#### OUANAMINTHE

À Ouanaminthe la discrimination et le trafic d'hommes, des enfants en particuliers à la frontière haïtiano-dominicaine DAJABON, représentent les principales formes de violence.

#### CAYES:

Aux Cayes, le trafic de drogues reste un phénomène tabou qui n'est pas reconnu par les acteurs de sécurité. Les infractions les plus courantes dans la ville des Cayes :

- Voies de fait avec blessures (environ 1 ou 2 cas par semaine)
- Lynchage lié à la sorcellerie et au choléra
- Meurtre en lien avec les règlements de compte et la politique
- Viol
- Beaucoup de cas de violence sexuelle sur les enfants
- Violence liée aux conflits terriens
- Violence liée à l'accès à l'eau
- Violences conjugales (mais peu de poursuites)

Par ailleurs, les constats suivants ont été ajoutés:

- Beaucoup d'armes de point circulent dans la ville des Cayes, mais il n'existe pas de donnée précise sur les chiffres : les armes viennent des USA pour aller en Jamaïque
- Il existe un lien fort entre la drogue, les armes à feu et la politique
- De nouvelles populations sont arrivées après le séisme du 12 janvier 2010, mais on ne connaît pas les chiffres (la Croix Rouge est en train de faire une estimation)
- Il existe des modes alternatifs de résolution de conflits comme des réseaux de médiation par des figures de la communauté (pasteurs, leaders locaux) mais peu d'intégration/reconnaissance des méthodes traditionnelles de résolution de conflit.

À Gonaïves, Saint-Marc et les Cayes, les cas de violences les plus fréquents sont les viols, les vols. Il faut également mentionner les cas de violence politique (élections présidentielles et législatives).



Partout les cas de violence domestique ou conjugale est reconnu comme étant assez courant.

## MDG-F 1977-PC-PCCS : MONITORING AND EVALUATION FRAMEWORK

Résultats Attendus (Outcomes & outputs)	Indicateurs	Ligne de base (actualisée après le 12 janvier 2010)	Cible Prévue pour l'ensemble du PC	Atteinte des cibles au 31 juin 2011	Moyens de vérification	Méthode de collecte (avec les dates et fréquence indicatives)	Responsabilités	Risques & Assumptions
<p><b>OUTCOME 1: les capacités et mécanismes locaux pour prévenir et réduire la violence sont renforcés</b></p> <p><i>OUTPUT CONJOINT 1: Des opportunités socioéconomiques pour des jeunes à risque et plans de réduction de la violence sont créés</i></p> <p>Output 1.1: les structures de gouvernance locales, incluant des représentants des communautés et des autorités locales sont établies et/ou renforcées et des plans de prévention participatifs sont élaborés</p>	<p>Indicateurs Output 1.1:</p> <p>a. nombre de communautés dans lesquelles des enquêtes et autres moyens de collecte d'information sur les sources et formes de la violence ont été réalisées</p> <p>b. nombre de décisions/documents validés conjointement par les structures locales pour un consensus sur les priorités de réduction de la violence</p> <p>c. nombre de plans de réduction de la violence produits</p>	<p>Les activités de prévention/réduction de la violence restent ponctuelles et ne sont souvent pas coordonnées au niveau local et implique peu les communautés dans la conception de celles-ci.</p> <p>La violence reste préoccupante dans les régions cibles pour les raisons suivantes : les fortes inégalités sociales, la violence culturelle (en particulier en ce qui concerne la violence basée sur le genre) et le faible état de droit restent des problèmes majeurs à aborder pour prévenir la violence de façon durable</p>	<p>a/b/c Des plans de réduction de la violence sont produits et validés conjointement avec les structures locales dans 5 régions cibles et dans au moins 3 camps de Port au Prince et servent de cadre de référence pour les activités de développement/prévention de la violence</p>	<p>a. Phases d'exécution pour la première enquête de victimisation en Haiti (sur les sources et formes de la violence) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des étudiants enquêteurs pour l'enquête de victimisation</li> <li>- Finalisation du questionnaire de l'enquête et traduction au créole en cours</li> <li>- Enquête pilote prévue pour la première semaine de juillet dans plusieurs quartiers vulnérables de Port-au-Prince</li> </ul> <p>L'enquête de victimisation permettra de faire un diagnostic communautaire fiable et valide qui devrait alimenter une bonne partie des documents et décisions sur les priorités pour la réduction de la violence dans les villes cibles.</p> <p>b/c ces activités ne pourront se développer que sur la base du diagnostic réalisé au travers de l'enquête de victimisation et des consultations avec les communautés vulnérables.</p>	<p>a. Comptes-rendus/documents d'analyse/feuille de présence</p> <p>b. Minutes/documents validés par les structures locales</p> <p>c. les plans validés peuvent être consultés aux niveaux central/local / et au sein de l'Unité d'Exécution du PC</p>	<p>a. focus group multi-sectoriels</p> <p>a. enquêtes de perception au sein des communautés</p> <p>a. études/analyses complémentaires produites</p> <p>b. envoi et archivage des copies desdits documents</p> <p>c. copie des plans de prévention de la violence</p>	<p>a/b/PNUD</p>	<p>R1 : retard dans la mise en œuvre des activités lors de la période électorale H1 : en intensifiant nos activités en dehors des moments forts du calendrier électoral, le programme rétablit le rythme d'exécution des activités</p> <p>R2 : faible participation des gens dans les rassemblements de sensibilisation à cause de l'épidémie de cholera H2 : en organisant des événements de proximité (école, quartiers), le nombre de participants augmente</p> <p>R3 : Difficulté dans la coordination du programme conjoint avec 5 agences dans cinq villes différentes.</p>

									H3 : au travers de la mise en place de fiches conjointes d'activités mensuelles avec des points focaux par zone cibles, le programme renforce sa coordination
Output 1.2: des groupes a risque cibles bénéficiant d'opportunités socio-économiques au travers de programmes a haute intensité de main-d'œuvre et de formation dans les secteurs productif porteurs	<p>a. nombre de travailleurs jour (désagregés par sexe) qui reçoivent des indemnités</p> <p>b. amélioration de la qualité de l'environnement des communautés vulnérables au travers de la réhabilitation d'infrastructures locales</p> <p>c. nombre de jeunes (désagregés par sexe) formés dans les secteurs clés pour le marché de l'emploi</p>		<p>a. 7000 personnes (dont au moins 30% de femmes) sont employées pendant au moins deux semaines</p> <p>d. une trentaine de projets de réhabilitation sont menés a bien dans les communautés cibles</p> <p>c/d/e. au moins 80 jeunes (40 hommes/40 femmes) formés et placés dans des entreprises privées</p>	<p>a. 4,198 personnes ont travaillé pendant au moins deux semaines. Plus précisément, 1740 femmes et 2458 hommes ont bénéficié des projets de réhabilitation à haute intensité de main d'œuvre en 2010</p> <p>b. 17 projets de réhabilitation ont été mis en œuvre depuis le début du projet :</p> <p>3 projets de drainage de canaux 2 réhabilitations de route 5 projets de conservation des sols 1 place publique réhabilitée 1 projet d'électrification 1 pont piéton 4 captations de sources</p> <p>Ces résultats n'ont pas évolué depuis 2010 du fait d'un manque de fonds additionnels qui a paralysé les activités de l'agence en charge.</p> <p>c. à la conception du projet, les activités de formation professionnelles dépendaient des études de marché et de travail. Pour des raisons expliquées plus en détail dans la justification de l'ajustement du plan de travail 2011, ces études n'ont pu avoir lieu et la formation professionnelle n'a pu être organisée</p> <p>Un partenaire a depuis été identifié pour faire une évaluation</p>	<p>a. feuilles de présence et de paie</p> <p>b visites de supervision et de suivi sur le terrain</p> <p>c. feuilles d'enregistrement et d'évaluation des jeunes dans les écoles/stages de formation</p>	<p>a. Tables consolidées des projets et bénéficiaires des projets à haute intensité de main-d'œuvre dans les 5 communautés cibles sont disponibles</p> <p>b. rapports de visite avec photos</p> <p>c. copies de ces feuilles d'enregistrement et d'évaluation des jeunes sont disponibles a l'Unité d'Exécution</p>	<p>OIM sur les activités HIMO et la formation professionnelle</p> <p>PNUD sur les activités liées au placement des jeunes dans les entreprises privées</p>	<p>R4 : Les différents tourments liés à l'élection, le choléra et la tempe de l'année 2010 risquent de perturber le calendrier du programme conjoint et nous empêcher d'atteindre certains résultats avant la fin du projet.</p> <p>H4 : en demandant une extension d'une année supplémentaire d'exécution, le PC pourra mettre en œuvre l'ensemble des activités du cadre de résultats prévus.</p> <p>R5 : réticence du secteur privé à employer les jeunes vulnérables et peu expérimentés</p> <p>H5 : en mettant des mécanismes de subvention et/ou de</p>	

	<p>d. nombre de partenariats définis avec les entreprises du secteur privé pour le placement de jeunes</p> <p>e. nombre de jeunes vulnérables (désagrégés par sexe) places dans des entreprises privées après avoir été formés</p>			<p>rapide de l'offre et de la demande dans les communautés.</p> <p>d/e : les activités liées à ces deux indicateurs ne pourront se faire que sur la base du mapping de l'offre et de la demande.</p>	<p>d. des accords sont signés entre les entreprises privées et le PNUD</p> <p>e. visites de suivi dans les entreprises (pour vérifier la mise au travail effective du jeune placé)</p>	<p>d. les originaux des accords signés sont disponibles au PNUD</p> <p>e. compte-rendus des visites de suivi dans les entreprises (archivage au sein de l'Unité d'Exécution)</p>		<p>stage, les entreprises seront plus coopérantes</p>
--	--	--	--	--	--	--	--	---



<p><i>OUTPUT CONJOINT 2: L'accès aux services de base pour les femmes et les filles victimes de violence sexuelle est amélioré et les communautés sont mobilisées contre la violence</i></p> <p>Output 2.1 des initiatives incluant des campagnes de sensibilisation, l'organisation d'événements pour les jeunes, et des études sur les sources de la violence communautaire pour réduire la violence réelle et perçue et améliorer l'accès des communautés aux services sont mises en œuvre</p>	<p>Indicateurs Output 2.1 :</p> <p>a.Nombre de jeunes sensibilisés par des activités de réduction de la violence</p> <p>b.Nombre de jeunes et d'associations de jeunes mobilisés pour leur communauté</p>	<p>Les focus groups et le mapping orchestre par ONU FEMMES nous fournissent les éléments suivants concernant l'état de la violence dans les 5 zones cibles. Ces informations restent néanmoins relatives et incomplètes car l'enquête de perception n'a pas pu encore avoir lieu :</p> <p>Ouanaminthe, une perception d'augmentation de la violence a été recensée mais non vérifiée</p> <p>De la même façon, les conclusions du focus group organise à Port-de-Paix et les Cayes montrent une perception d'augmentation des phénomènes de violence et de criminalité. Des critiques concernant des phénomènes de corruption qui entament la confiance entre les</p>	<p>20% de réduction de la perception de la violence et de l'insécurité par la population des communautés en deux ans</p>	<p>300 journalistes ont bénéficié d'une formation visant à renforcer les capacités des journalistes à l'approche des élections présidentielles et législatives du 28 novembre 2010, attirer leur attention sur les enjeux des élections, les sensibiliser sur les questions d'éthique et sur le rôle qu'ils peuvent jouer, notamment dans la réduction de la violence, au cours de cette période. Cette formation s'est faite conjointement avec l'Association des journalistes haïtiens.</p> <p>Parallèlement et en complémentarité, des activités socioculturelles et sportives organisées avec des ONG locales et les municipalités ont été organisées. Parmi elles nous pouvons citer : un Spectacle des jeunes d'Haiti Tchaka Dance a mobilise plus de 1,000 jeunes lors de la Journée International de la Paix du 21 septembre 2010. De plus, des activités de prévention aux Cayes et à Port-de-Paix utilisant l'évènement de la coupe du monde a mobilisé en deux semaines quelques milliers de personnes grâce aux retransmissions des matchs, de documentaires et films de sensibilisation dans des lieux publics et quartiers populaires.</p> <p>2,000 jeunes sont sensibilisés au cours du mois de juin 2011 à Port-de-Paix lors de l'inauguration d'un terrain de football.</p>	<p>a.Rapports et publications sur les activités appuyées dans les communautés</p> <p>Minutes des consultations entre les communautés et les institutions locales</p> <p>Données collectées et analysées par l'Observatoire National de la Violence et de la Criminalité</p>		<p>UNDP UNFPA UNESCO</p>	
---	---	--	--	--	---	--	----------------------------------	--

	c. nombre de dialogues communautaires multisectoriels organisés au sein des quartiers cibles	communautés et les autorités locales  Les capacités des acteurs de la police et de la justice comme garants de la sécurité et du droit en Haïti sont remises en question de façon régulière		Sur la base du mapping des institutions travaillant dans la prévention de la violence, le PC pourra identifier les partenaires les plus pertinents pour la mise en œuvre des dialogues communautaires.				
--	--	---	--	--	--	--	--	--

<p>Output 2.2: initiatives incluant la provision d'appui médical et psychologique aux survivants de violence sexuelle et renforcement des capacités des organisations de femmes ainsi que des activités de sensibilisation sur la violence de genre mises en œuvre</p>	<p>a. Nombre de personnel médical formé sur la prise en charge médicale des victimes de violence basée sur le genre</p> <p>b. nombre de formations pour les organisations de femmes qui fournissent les services multidisciplinaires pour les femmes et filles victimes de violence</p> <p>c. nombre de centres d'écoute actifs</p>	<p>Mapping des besoins des organisations de femmes :  OUANAMINTHE : Organisations de femmes actives et formées en GBV service de prise en charge disponible et sensibilisations continues mais sans obtenir une baisse de la violence faite aux femmes (perception que le GBV est en augmentation dans la région)  Besoin de renforcer les capacités de la justice et de la police et de continuer l'encadrement des organisations de femmes</p> <p>PORT DE PAIX : Peu d'organisations de femmes dans la zone  Fourniture de services faible  Besoin en formation pour les médecins, policiers, avocats et organisations qui font de l'accompagnement de femmes victimes</p>	<p>Renforcement des capacités des organisations de base dans la prévention de la violence faite aux femmes et dans la prise en charge multidisciplinaire de femmes et filles victimes de violence de genre dans les 5 villes cible</p>	<p>a. le personnel médical n'a pu être encore formé car l'évaluation des capacités des hôpitaux et cliniques locales n'a pu être faite.</p> <p>b. Un mapping des organisations de base qui fournissent des services de prise en charge multidisciplinaire aux femmes et filles victimes de violence basée sur le genre est disponible.</p> <p>3 centres d'écoute sont déjà actifs parmi les 5 organisations de base sélectionnées (Saint Marc, Gonaïves et les Cayes) et commencent à assurer une prise en charge multidisciplinaire pour les femmes victimes de violence VBG dans les villes cibles</p> <p>e1. Cinq (5) rencontres communautaires ont été réalisées par chaque organisation partenaire (MOFAP, KOFANE, AFPROG, OFC et GADES), à raison d'une rencontre chaque mois avec les membres sur les différents thèmes reliés aux droits des femmes et à la violence de genre.</p> <p>e2. L'organisation de base GADES du SUD a conçu et diffusé deux (2) spots publicitaires sur les droits des femmes et contre la violence basée sur le genre.</p>	<p>a. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation du personnel médical</p> <p>b. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation du personnel médical</p> <p>c. visites de supervision dans les centres</p> <p>d. les organisations remplissent et archivent des fiches par cas de violence basée sur le genre</p> <p>e. rapports semestriels préparés par chaque partenaire sur les activités de prévention</p>	<p>a. rapports d'activités sur les formations soumis a l'Unité d'Exécution du PC</p> <p>b. rapports d'activités sur les formations soumis a l'Unité d'Exécution du PC</p> <p>c. rapports de terrain évaluant la qualité des services fournis par les centres d'écoute</p> <p>d. Rapports soumis par les organisations de femmes sur les cas répertoriés de femmes/filles victimes (vérification des fiches lors des visites de terrain)</p> <p>e. une copie des rapports des partenaires est envoyée pour archivage a l'Unité</p>	<p>UNFPA pour les activités liées a la prise en charge médicale</p> <p>ONU FEMMES pour les activités liées a la prévention et a la prise en charge multidisciplinaire</p>	
--	---	--	--	---	--	---	---	--

	<p>d. Nombre de femmes/filles victimes de violence basées sur le genre qui bénéficient de la prise en charge multidisciplinaire dans les régions cibles</p> <p>e. nombre de rencontres communautaires et spots de télévision et radios qui transmettent des messages sur la prévention de la violence basée sur le genre</p>	<p>GONAIVES : mouvement féministe assez fort, travail en réseau intéressant et fourniture de services de très bonne qualité aux femmes victimes de violence</p> <p>SAINT MARC : 4 organisations de femmes actives mais sans coordination particulière entre elles</p> <p>LES CAYES : mouvement féministe assez faible avec seulement deux organisations de femmes travaillant dans l'aide aux femmes victimes de violence</p>				d'exécution du PC		
--	--	---	--	--	--	-------------------	--	--

<p>Output 2.3: sensibilisation et éducation pour prévenir la violence, incluant la violence faite aux femmes, et promotion de la cohésion sociale renforcée au travers d'émissions de radio nationales et communautaires</p>	<p>a.Nombre de jeunes hommes et de femmes sensibilisés sur la paix et la prévention de la violence</p>		<p>Les thèmes de prévention de la violence sont traités de façon régulière et appropriée par les medias</p> <p>50 inspecteurs pédagogiques et 230 directeurs d'écoles sont formés pour comprendre et gérer les manifestations de violence dans les écoles</p> <p>40 animateurs de radios sont formés sur la prévention de la violence et la paix</p>	<p>a1.Dans le cadre des activités visant à renforcer la mobilisation communautaire et la prévention de la violence au sein des communautés cibles, 10 radios communautaires sont impliquées dans les activités de sensibilisation sur la paix et la prévention de la violence</p> <p>a2.Avec plus de 10 émissions de radio et de 6 spots de promotion de la non-violence ont été produits pour les 5 zones cibles (Port-de-Paix, Gonaïves, Saint Marc, Les Cayes, Ouanaminthe).</p>	<p>Rapports et publications sur les activités mises en œuvre au sein des communautés concernant les jeunes et les femmes</p> <p>Minutes des consultations avec les femmes et les jeunes des communautés</p>	<p>Préparation de questionnaires</p> <p>Enquêtes périodiques des bénéficiaires</p>	<p>UNESCO</p>	
--	--	--	--	---	---	--	---------------	--

<p>OUTCOME 2: les capacités et systèmes nationaux pour comprendre les causes et dynamiques des crises et de la violence et pour articuler des réponses pertinentes sont renforcées</p> <p><i>OUTPUT CONJOINT 3: La capacité nationale du gouvernement à trouver et apporter des réponses qui adressent les causes et les dynamiques de crise et de violence est améliorée</i></p> <p>Output 3.1: des analyses multidimensionnel les empiriques et qui identifient les aspects liés au genre sont développées</p>	<p>a. Nombre de diagnostics locaux sur la violence, et notamment la violence faite aux femmes, préparés et diffusés</p> <p>b. nombre d'analyses sur la violence en Haïti produites et diffusées</p> <p>c. Etablissement d'une plateforme d'échange active avec les acteurs impliqués dans la collecte et la prévention de la violence en Haïti,</p>	<p>L'observatoire National de la Violence et de la Criminalité (ONVC) créé en août 2009 a été détruit après le tremblement de terre mais les données collectées depuis septembre 2009 ont été sauvegardées.</p> <p>L'UEH, qui abrite et pilote l'Observatoire, a perdu 9 de ses 11 édifices, ainsi que de nombreux étudiants et professeurs lors du séisme.</p> <p>Il existe peu de données fiables et harmonisées sur la violence et la criminalité en Haïti, ce qui rend l'analyse de données y relatives complexe et souvent partielle</p> <p>Il n'existe aucune donnée consolidée pour étudier les niveaux et formes de violence au sein des camps des zones affectées et l'observatoire a</p>	<p>Des analyses empiriques et reconnues nationalement et internationalement sur les phénomènes de violence en Haïti et des recommandations aux politiques publiques sur la violence, incluant la violence faite aux femmes sont produites</p>	<p>a. L'ONAVC est fonctionnel et collecte des données sur la violence et la criminalité. Le comité scientifique, la plateforme d'échange et le site internet sont montés.</p> <p>L'Observatoire de la violence et de la criminalité entend terminer l'enquête de victimisation pour commencer à élaborer des diagnostics locaux sur la violence</p> <p>L'Observatoire va mettre en place une enquête de victimisation dans et autour des camps avec l'appui du CIPC</p> <p>b. Deux bulletins de l'Observatoire sont élaborés et attendent la validation du comité scientifique.</p> <p>c. Des réunions de la plateforme d'échange a eu lieu au cours du mois de mai où la Police (PNH), DAP des ONG influentes des droits de l'homme et des agences sont représentés.</p>	<p>a. Rapports de l'ONVC sur les progrès réalisés (rapports chaque trimestre) e, rencontres hebdomadaires et participation au comité scientifique de l'Observatoire pour la validation des études et analyses</p> <p>c. protocoles d'entente établis par l'Observatoire pour la collecte et analyse de données</p> <p>c. Ateliers et rencontres organisés par l'ONVC</p> <p>c. participation de l'ONVC dans des colloques internationaux</p> <p>c. nombre d'utilisateurs du site internet de l'Observatoire</p>	<p>a. copie des rapports envoyés à l'Unité d'Exécution, copie de toutes les analyses et documents produits par l'Observatoire dans le cadre du programme</p> <p>b. Soumission opportune par le Rectorat des rapports et produits d'analyses (i.e. bulletins)</p> <p>c. copie rapports de trimestre de l'ONVC soumis au PC</p> <p>c. invitations du PC pour participer aux ateliers de rencontre</p> <p>c. Coupure de presse sur les activités de l'Observatoire</p>	<p>Le PNUD gère directement l'accord avec le Rectorat de l'UEH concernant l'Observatoire</p> <p>Le PNUD fait partie du comité scientifique et d'orientation de l'Observatoire (pour toute publication)</p> <p>Le PNUD facilite les partenariats avec UNFPA et UNESCO pour leurs activités respectives</p>	<p>R: manipulation politique de données sur la violence</p> <p>A: impact des données sur la violence armées sur les différents secteurs du gouvernement</p>
--	---	--	---	---	---	---	---	---

	<p>d. un mécanisme de partage de données spécifiques sur la violence basée sur le genre existe entre l'ONVC, la Concertation Nationales, le MCFDF et l'INS</p> <p>e. Nombre de personnes formées a la méthodologie du Safety Audits dans les communautés cibles</p>	<p>été reconnu comme particulièrement bien place pour mener a bien cette activité</p>		<p>d.Ce mécanisme n'est pas encore fonctionnel du fait que les informations et données disponibles ne sont pas encore systématisées par l'Observatoire et ne sont pas partagées officiellement par les instances de production de données.</p> <p>e.l'activité des safety audits se fera en partenariat avec l'ONAVC sur la base des résultats de l'enquête dans chacune des villes cibles</p>	<p>d. rencontres des partenaires pour la création d'un mécanisme de coordination</p> <p>e. fiches de présence et questionnaires d'évaluation post-formation</p>	<p>c. rapport informatique sur le nb d'utilisateurs mensuels et analyse des tendances (dans le rapport du Rectorat au PNUD)</p> <p>d. minutes des réunions des partenaires partagées avec le PC</p> <p>e. copie des fiches et analyse des questionnaires</p>		
--	---	---	--	--	---	--	--	--

<p>Output 3.2: des politiques et programmes sont ajustés pour refléter des mécanismes de coordination et de prévention de la violence renforcés entre le gouvernement et les communautés locales</p>	<p>a.Nombre de cadres du gouvernement, incluant le MPCE formés en analyse et gestion de conflits</p> <p>b.Les plateformes et mécanismes de prévention de conflits sont institutionnalisés et intégrés dans des activités de développement par le gouvernement et les partenaires internationaux</p>	<p>Les cadres du MPCE et Ministères Sectoriels ne sont traditionnellement pas formés aux techniques de gestion de conflits</p> <p>Il n'existe pas de mécanismes institutionnalisés</p>	<p>Les acteurs du gouvernement sont formés pour gérer des crises politiques ou sociales, connaissent la thématique de la violence en Haiti et sont formés sur les options de politiques publiques</p>	<p>a.En 2010 avec le tremblement de terre et l'affaiblissement prononcé des Ministères tant au niveau des ressources humaines qu'opérationnelles, les activités de formation n'ont pu avoir lieu.</p> <p>Aujourd'hui à cause de l'absence d'une nouvelle équipe gouvernementale, le PNUD n'est pas en mesure de mettre en œuvre cette activité avant la fin 2011 si possible.</p> <p>b.Les bases d'un mécanisme de coordination sont en cours et attendent la mise en place de la nouvelle équipe gouvernementale pour être effectives</p>	<p>Evaluation des formateurs par les participants</p>	<p>Questionnaires d'évaluation post-formation</p>	<p>UNDP</p>	<p>R: Instabilité politique résultant du tremblement de terre puis des élections et qui n'a pas encore permis d'identifier les participants adéquats</p> <p>A : la transition politique peut être chaotique mais devrait être assurée dans les premiers mois de 2011, ce qui permettra au programme de travailler au niveau institutionnel tel que prévu</p> <p>A : ce genre de formation peut créer un changement de comportement et sera opportun en 2011, dans le contexte de la transition politique et les enjeux de la reconstruction qu'Haïti va affronter</p>
--	---	--	---	--	---	---	-------------	---



<p>Output 4.1: le programme conjoint est géré et suivi de façon efficace</p>	<p>a.Nombre de rapports narratifs et financiers soumis à temps au Secrétariat</p> <p>b. Nombre de minutes de réunions du programme conjoint.</p> <p>c.Existence d'une stratégie de communication sur les ODM claire</p> <p>d.Existence d'un tableau de suivi et évaluation sur les indicateurs du programme</p>	<p>Le programme conjoint est constitué d'un NSC, un CPSC Board et d'une Unité d'Exécution pour une durée initiale de deux ans (du 18 décembre 2009 au 17 décembre 2011</p>	<p>a.Les rapports narratifs et financiers répondent aux standards exigés par les bailleurs et sont acceptés par les bailleurs</p> <p>b.le projet est coordonné et a un impact multisectoriel</p> <p>c. le projet est visible et son lien avec l'atteinte des objectifs du millénaire est reconnu</p> <p>d. le suivi et évaluation du projet est réalisé selon une méthodologie de collecte d'information claire et efficace</p>	<p>La matrice de suivi et évaluation est actualisée et reflète la ligne de base post-tremblement de terre. Un exercice important de reformulation du programme afin qu'il réponde au mieux au contexte actuel a été réalisé avec les agences, contreparties et partenaires locaux.</p> <p>a.Grace à la mise en place de l'unité d'exécution, le rapport annuel 2010 a été élaboré le 20 janvier 2011 Le rapport financier pour la demande de la deuxième tranche des fonds MDG a été élaboré le 26 mai 2011.</p> <p>b.Une réunion du Board a été réalisée au cours du mois de janvier 2011 Trois (3) réunions de coordination ont été réalisées au cours du semestre. De nombreuses réunions bilatérales sont organisées</p> <p>c.Un officier en plaidoyer a été recruté en juin 2011 pour la préparation de la stratégie de plaidoyer du programme Prévention de Conflits et de Cohésion Sociale</p> <p>d.Des tableaux de suivi et de planification sont préparés et consolidés chaque mois et chaque trimestre</p>	<p>a.Rapports narratives et financiers</p> <p>b. rencontres régulières du CPSC Board / NSC</p> <p>c.des articles sur le PC sont produits, notamment sur le site du MDG-F</p> <p>d. une matrice de données sur les avancées du programme est actualisée régulièrement</p>	<p>a.Copie des rapports semestriels et rapport final archivée</p> <p>b. Agenda / Présentations/Minutes du Comité National et Comité de Gestion et NSC</p> <p>c. coupures de presse, lien internet d'articles</p> <p>d. fichier Excel géré par l'Officier en Suivi et Evaluation</p>	<p>Toutes les agences partenaires</p>	<p>R: reconstituer une bonne coordination après une année de mise en œuvre à des niveaux d'exécution différents entre les agences</p> <p>A : la constitution de l'Unité augmentera de façon significative la coordination entre agences et permettra d'avancer plus rapidement et avec un impact renforcé</p>
--	---	--	---	--	--	---	---------------------------------------	---

**JOINT PROGRAMME RESULTS FRAMEWORK WITH FINANCIAL INFORMATION-SEMESTER 1-2011**

Activities	year			UN AGENCY	implementing partner	PLANNED BUDGET			% delivery rate
	Y1	Y2	Y3			TOTAL PC	montant total engage	EXPENDITURES 2010/2011	
1.1.1 Map and assess existing social networks and capacities for violence prevention/reduction at the community level and disseminate diagnostics				UNDP	ONAVC/URAMEL	50,000	44,700	25,621.54	0.64
1.1.2 Support the strengthening of relevant platforms/mechanisms, with local authorities, civil society, police, local courts, among others, to build consensus on violence prevention priorities				UNDP	ONG/Local authorities/CBOs	80,000	2,254	0	-
1.1.3 a On the basis of common methodology, support multi-stakeholder analysis of the drivers and manifestation of violence, including on the basis of gender and age disaggregated data, and undertake complementary studies				UNDP	ONAVC/ONG/URAMEL	130,000	56,195	28,196.44	0.56
1.1.3 b. on the basis of a perception survey to be carried out vulnerable IDP camps in Port-au-Prince, develop local Violence Reduction Plans with all relevant stakeholders including community leaders, the police, Camp Managers, Women's commissions, local authorities				UNDP	CIPC/ONAVC	70,000	0	0	0
1.1.4 Assist with the development and regular update of violence prevention plans, on the basis of ongoing analysis				UNDP	CIPC/ONAVC	180,000	56,731	28,000	0.35
						<b>510,000</b>	<b>159,880</b>	<b>81,817.98</b>	
1.2.1 Support the rehabilitation of community assets through high intensity labour programmes				IOM	Local authorities in close collaboration with existing community and civil society structures where possible	2,029,056	875,620	875,620	0.95
1.2.3 Provide vocational training to youth for locally needed products/services identified in the labour and market studies				IOM	Local authorities in close collaboration with existing community and civil society structures where possible	145,000	0	0	0
1.2.3 place the trained youth in private and public companies in the target cities including Port-au-Prince				UNDP	IDEJEN/local private and public firms	390,000	325	327.25	0
						<b>2,564,056</b>	<b>875,945</b>	<b>875,947.25</b>	
2.1.1. a Support the implementation of awareness raising campaigns on violence in the communities				UNDP	Local authorities in close collaboration with existing community and civil society structures where possible	200,000	77,017	86,127.41	0.86

2.1.1 b on the basis of the perception survey, support community-based projects in vulnerable camps of Port-au-Prince			UNDP	Local authorities in close collaboration with existing community and civil society structures where possible and camp managers	300,000	136,358	0	-
2.1.2. Create spaces for dialogue and confidence building between the communities, the police and local courts			UNDP	Local authorities in close collaboration with existing community and civil society structures where possible	90,000	1,636	0	0
2.1.3. Support youth organizations to engage in violence prevention through cultural events, recreational youth centres and sports events			UNFPA	Ministry of Youth, Ministry of Women's affairs, Haiti Tchaka Dance	460,000	187,763	187,763	0.93
2.1.4 Assist teachers of 'ecole fondamentale' (primary/middle school) to understand and manage the manifestations of violence in Haiti			UNESCO	Minsitry of Education/CNCU	55,000	7,255	7,255.38	0.29
2.1.5 Assist the Academic Community in understanding better the sources of violence among youth			UNESCO	Minsitry of Education/CNCU	60,500	7,255	7,255.38	0.29
					<b>1,165,500</b>	<b>417,285</b>	<b>288,401.17</b>	
2.2.1. Strengthen the provision of medical support to victims of gender based violence			UNFPA	MCFDF, Concertation, Women's orgs, CBOs	185,000	20,019	20,019	0.22
2.2.2 Improve access to counselling for victims of gender based violence			ONUFEMMES	Ministry of Women's Affairs, Ministry of Health, Concertation Nationale contre les violences faites aux femmes, community-based women organisations	300,000	196,277	93,876	0.75
2.2.3. Support awareness raising and education of the communities and local authorities on gender based violence through campaigns and capacity building led by women's organizations:			ONUFEMMES	Ministry of Women's Affairs, Ministry of Health, Concertation Nationale contre les violences faites aux femmes, community-based women organisations	195,000	64,399	51,874.72	0.51
					<b>680,000</b>	<b>280,695</b>	<b>165,770.00</b>	
2.3.1 b. Support communities in strengthening social cohesion, especially among youth (community-based learning centers)			UNESCO	local and national radios National Television AJH	55,028	14,511	5,953.00	0.19
2.3.2 Strengthen the understanding of communities, and especially young leaders on citizen's rights through local community-based radios and the broadcast of radio and TV spots)			UNESCO	SAKS	94,472	59,003	49,356	0.87
2.3.3. improve information analysis by journalists, especially on thematics related to violence			UNESCO	local and national radios National Television AJH	12,500	12,500	12,500	1
					<b>162,000</b>	<b>86,014</b>	<b>67,808.50</b>	
3.1.1. Support the mapping of existing initiatives and institutions involved in data collection and analysis of specific violence and crisis related issues			UNDP	ONAVC/URAMEL	20,000	20,000	25,621.54	1.28

3.1.2. Strengthen the National Violence Observatory to support community based analysis of the causes and consequences of violence and, on this basis, to produce and disseminate a national violence diagnosis		UNDP	ONAVC	200,000	24,685	14,595.78	0.11
3.1.3. Strengthen the capacity of relevant national partners on participatory safety audits which enable community stakeholders to identify where/when violence occurs		ONUFEMMES	ONUFEMMES/ONAVC	10,000	0	-	0
3.1.4. Strengthen the understanding of the sources of violence and frustration		UNESCO	Ministry of National Education, State University of Haiti, National Violence Observatory, private universities, community-based organisations/CNCU	65,500	0	-	0
3.1.5. Strengthen information sharing between the data collection committee of the Concertation nationale contre les violences faites aux femmes, the National Observatory on Violence, the statistics division of the Ministry of Women's affairs and the National Institute of Statistics		UNFPA	ONAVC/Commission of data collection of Concertation Nationale/Statistics Division of the Ministry of Women's Affairs/ National Institute of Statistics	20,000	0	-	0
3.1.6. Support the establishment of information and analysis sharing network of relevant institutions, including women's organizations		UNDP	ONAVC	40,000	0	-	0
3.1.7 Support the development and packaging of policy relevant analysis on the drivers and dynamics of crisis and violence and its dissemination to target audiences		UNDP	ONAVC	200,000	53,248	47,537.45	0.46
				<b>555,500</b>	<b>97,933</b>	<b>87,754.77</b>	
3.2.1 Strengthen the capacities within the Ministry of Planning and other sectorial Ministries, and in collaboration with the Prime Minister Cabinet, to formulate relevant options for conflict and violence prevention		UNDP	UNDP	100,000	0	0	0
3.2.2 Strengthen coordination and communication mechanisms between ministries and between Port-au-Prince and provinces so as to strengthen integrated responses against violence in the 5 targeted cities		UNDP	UNDP/ONAVC	40,000	0	0	0
				<b>140,000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>4.1.1 Project coordination, administration, reporting and monitoring</b>							
recruitment of the team (programme manager / M&E officer, Administrative Assistant)		UNDP	UNDP	765,000	387,436	103,981.96	0.26
				<b>765,000</b>	<b>387,436</b>	<b>103,981.96</b>	
				<b>6,542,056</b>	<b>2,305,188</b>	<b>1,671,481.63</b>	

AGENCE	TOTAL DEPENSES DEBOURSEES
PNUD	238,207.03
OIM	0
UNFPA	0
ONUFEMMES	53,287
UNESCO	30,527

TOTAL 2011	322,021
total 2010	1,349,461
<b>total cumule</b>	<b>1,671,482</b>



